

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE. Le contournement de Bordeaux a provoqué la polémique entre élus du Sysdau

Ils en ont parlé !

de Hervé Mathurin

Dans une édition du « Figaro » à la fin du XIX^e siècle, un célèbre dessin de Caran d'Ache montrait une famille en train de déjeuner paisiblement puis, sur l'image du dessous, en train de se battre. La légende était : « Ils en ont parlé ». Il serait très exagéré d'affirmer que le grand contournement autoroutier est assimilable à l'affaire Dreyfus (thème des dessins). N'empêche : il suscite toujours divisions et polémiques malgré son enterrement officiel (1).

Il a suffi que ce sujet survienne dans une très paisible, très consensuelle et très soporifique réunion du Sysdau (le bilan d'étape du schéma de cohérence territoriale) pour réveiller tout le monde. Gilles Savary, vice-président du Conseil général, a affirmé : qu'à titre personnel, il considérerait que l'abandon d'un contournement autoroutier représentait « une responsabilité très lourde pour l'avenir », étant donné le flux de circulation attendu vers l'Espagne. Rappelons que le département s'est prononcé contre le projet, en accord avec les Verts.

Plan B comme Borloo. Mais Michel Duchêne, élu UMP, a aussi retrouvé les accents de l'ancien écologiste pour préconiser des solutions alternatives à cette opulente circulation de poids lourds, « et pourquoi pas par la mer », alors que son parti soutenait naguère l'autoroute.

Enfin, présent dans la salle, l'élu Verts Pierre Hurmic enfourcha son cheval de bataille préféré en rappelant que cette opération avait été décrétée caduque par le ministre Jean-Louis Borloo, au nom du développement durable. Dès hier soir, Gérard Chausset, secrétaire des Verts Gironde, manifestait aussi son mécontentement. Si le préfet Francis Idrac avait



Le président du Sysdau Serge Lamaison avait ouvert les débats (PHOTO L. THELLIER)

voulu secouer les élus composant cette entité administrative de 93 communes et de 878 000 habitants (l'aire urbaine bordelaise), il avait réussi son coup. Dans son exposé au nom de l'Etat, il avait rappelé de manière à la fois anodine et perfide : « Le flux n'arrêtera pas d'augmenter et il n'y a pas de plan B ». Mais il s'était ensuite esquivé, laissant le secrétaire général Bernard Gonzalez assister au débat qu'il avait provoqué.

Le représentant de l'Entre-deux-Mers, Alain Lafontana, n'avait pas masqué la crainte d'un contournement par l'Est, qui reste bien présent dans les esprits entre Garonne et Dordogne. Bref, « le plan B comme Borloo » (formule de Gilles Savary) n'a pas fini de susciter d'autres échanges. Ils en reparleront...

Inondations. Les compétences et les activités du Sysdau ne se

limitent pas à l'organisation des déplacements. Il a aussi été évoqué, durant cette réunion, la démographie (croissance urbaine généralisée au territoire girondin), le développement économique (Médoc en retrait), le logement (production déficitaire sur la CUB) et un autre sujet sensible, le plan de prévention des risques d'inondations, dont Guy Trupin, maire de Camblanes, a pointé les incohérences en Entre-deux-Mers.

Gilles Savary a aussi souligné l'urgence d'un établissement public foncier, lequel s'est trouvé contesté par le maire de Saint-Aubin-de-Médoc, Christophe Duprat, qui y voit la perspective d'une taxe supplémentaire. Une autre polémique à venir ?

(1) La cour administrative d'appel doit toutefois rendre la semaine prochaine son jugement après avoir été saisie par l'Etat.

30 10 2008